

• L'école française accroît

• L'évaluation individuelle

• Pourtant, de

DOSSIER ÉDUCATION NATIONALE

UNE ÉCOLE POUR L'ÉLITE ?

L'école est en plein remue-ménage. La publication le 7 décembre de l'enquête Pisa (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) réalisée par l'OCDE est venue confirmer ce que chacun observe : l'école française est de plus en plus inégalitaire. Pourquoi gomme-t-elle moins que les autres les effets du milieu de naissance ? L'école ne tire plus les élèves vers le haut mais se contente de les trier. Historiquement élitiste, elle délaisse aujourd'hui l'éducation prioritaire et s'en tient à un système pensé pour les héritiers. On n'accompagne plus. On ne soutient plus. On évalue le potentiel d'un élève sur lequel investir comme on évaluerait une opportunité commerciale. Ce n'est pas une fatalité mais bien un choix politique : « *L'égalité des chances dans l'éducation est possible même lorsque le milieu socio-économique des élèves varie fortement* », signale l'OCDE. À condition de s'en donner les moyens. Mais l'école est estourbie par les suppressions de postes qui laissent depuis deux ans des élèves sans enseignants, sans surveillants, sans conseiller d'orientation, sans psychologue,

voire sans établissement. Ainsi le petit collège de Sainte-Énimie (Tarn) est-il menacé de fermeture à la rentrée prochaine. Et 16 000 postes d'enseignants disparaîtront encore. L'école est bousculée par la réforme qui affecte la formation des maîtres et les expédie tout bleus devant les élèves depuis septembre. Il y a bien eu un débat national sur l'avenir de l'école six ans plus tôt, une consultation sur les violences scolaires, celle sur les rythmes... Et le ministre Luc Chatel tente de mettre en avant l'aménagement des rythmes scolaires, la suspension des allocations familiales en cas d'absentéisme (qui stigmatise toujours plus), l'anglais dès 3 ans. Mais qu'en est-il des contenus d'apprentissage et de formation ? De la pédagogie dans la classe ? De ce qui engendre de l'échec et de l'exclusion ? Malgré ce triste constat, l'école publique et ceux qui y croient ont encore des ressources. Témoin, la mobilisation autour du collectif « L'éducation est notre avenir ». Des propositions existent pour refonder l'école, mais le débat n'a pas lieu. Pas encore.

— Ingrid Merckx

Une injustice de classe

Un élève sur cinq est aujourd'hui en difficulté. La lutte contre l'échec scolaire est délaissée. Rien n'est fait pour y remédier. L'égalité des chances a-t-elle été abandonnée ?

L'école française renforce-t-elle les inégalités ? Un élève sur cinq serait désormais en difficulté, selon l'enquête Pisa menée pour l'OCDE (voir page 19). En dix ans, de 2000 à 2009, cette proportion est en effet passée de 15 % à 20 %. « *La France est le pays de l'OCDE où le retard scolaire à 15 ans est le plus important [...], et où l'impact de l'origine sociale sur les résultats des élèves est le plus élevé* », pointait la Cour des comptes le 12 mai 2010. L'école française renforce les disparités sociales. Bien plus que les systèmes scolaires de pays plus inégalitaires comme l'Angleterre et les États-Unis. « *Le système*

d'éducation français a toujours été un système élitiste, rappelle Éric Charbonnier, expert à l'OCDE (1). *Il est nécessaire de garder ces élites, mais aussi d'aider les élèves en échec scolaire à rattraper leur retard.* » Ce qui est loin d'être le cas. En fin de troisième, 15 % des élèves se retrouvent en grande difficulté. Le collège « unique » est remis en cause. Mais les problèmes naissent en amont : un élève sur cinq entre en sixième avec de faibles compétences, notamment en lecture. « *Il ne suffit pas de mettre tous les élèves ensemble pour produire de la réussite scolaire. Il faut s'interroger sur ce qui génère l'échec* », suggère le sociologue Stéphane

Bonnéry (2). Et ce, dès le début de la scolarité. Selon l'enquête Pisa, les élèves scolarisés dès la maternelle pendant plus d'un an « *devancent ceux qui ne l'ont pas été* ». Un avertissement pour ceux qui envisageaient d'affaiblir, voire de supprimer, l'école maternelle, comme Xavier Darcos en 2008.

D'où vient cette reproduction des inégalités ? En France, le milieu social et les caractéristiques familiales influent davantage sur la variation des performances scolaires que dans les autres pays comparables. Les enfants d'ouvriers ou d'employés ont moins de chances d'accéder au bac que les fils et filles de cadres. Les élèves issus de l'immigration (13 %) ont plus de mal qu'ailleurs en compréhension de l'écrit. Comme le souligne le Haut Conseil à l'intégration, ils sont plus nombreux à vivre dans des quartiers concentrant les difficultés économiques et sociales, à être scolarisés en zone d'éducation prioritaire (ZEP), et à avoir des parents

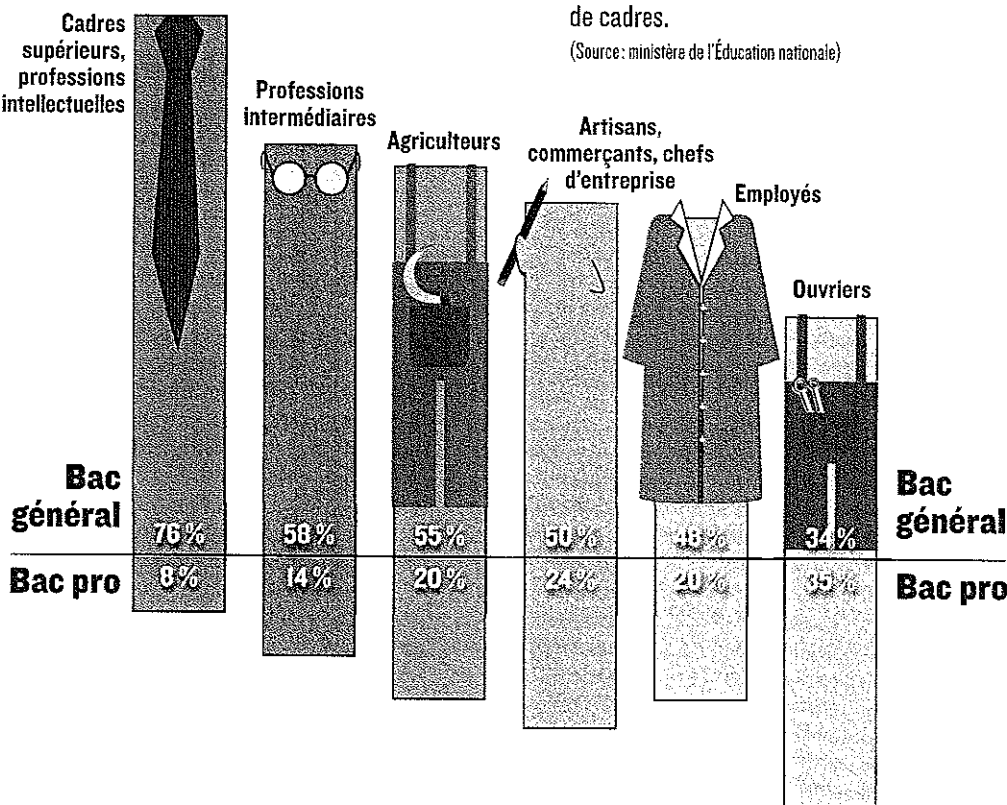
égalités : mieux vaut être enfant de cadre que d'ouvrier.
 te de la performance remplacent l'aide aux enfants en difficulté.
 itions existent : sur les programmes ou la formation des enseignants...

lifiés. À plusieurs reprises, l'école a
 tité de compenser l'élitisme républi-
 collège unique « visant la réussite
 » (loi Haby, 1975), les ZEP (Alain
 1981) et des objectifs tels que « 80 %
 sse d'âge au bac » (Jean-Pierre Chen-
 nt, 1989) étaient censés aller en ce
 epuis une décennie, cette tendance
 e : « Les politiques éducatives visent
 le recrutement des élites plutôt qu'à
 niveau général », note Elisabeth
 professeur en sciences de l'éduca-
 uris-VIII. Selon elle, de 1980 à 1990,
 tion prioritaire fut une politique
 assortie d'une volonté d'élever le
 Elle a été relancée dans les années
 vec des objectifs plus territoriaux,
 dans les années 2000 par la poli-
 la ville... puis dynamitée par la loi
 e 2005. « Aujourd'hui, personne
 u'il faut en finir avec l'éducation
 re, observe Roland Hubert, du Syn-
 tional des enseignants du second
 nes). Mais le bilan est mitigé [voir
 On est passé de la réussite de tous à
 de chacun, c'est-à-dire qu'on a
 l'idée que certains ne peuvent avoir
 destin que les autres. » Le collec-
 le changer de cap », qui regroupe
 ignants, des pédagogues et des psy-
 es scolaires, critique désormais
 rcompétition » et la « lutte des
 . « La société s'accommode d'un
 chec important », déplore Claire
 , de l'Unsa Éducation.

Aujourd'hui, on défend l'aide individualisée,
 urs personnalisés, regrette Elisabeth
 Ça satisfait les parents. Mais qu'est-
 a donne en termes de résultats ?
 c'est d'abord l'apprentissage en
 . Or, l'école en tant que système a
 galité non pas des chances mais de
 On segmente les élèves, on crée des
 particuliers. » Notamment par des
 fs pour les élèves « méritants » issus
 ux défavorisés : classes Sciences
 nats d'excellence... Cela concerne
 5 000 élèves en 2010 (20 000 pré-
 012) sur le demi-million de scola-
 ZEP, soit un peu plus d'1 %... En
 es établissements ZEP de leurs élé-
 teurs, ces dispositifs viennent ren-
 ségrégation déjà amorcée par l'as-
 sement de la carte scolaire. Résultat :
 e majorité des « réseaux ambition
 » ont perdu 10 % de leurs élèves,
 la Cour des comptes. Les meilleurs
 ; laissant les moins bons entre eux.
 voient disparaître un à un les dis-
 sés les aider à ne pas décrocher.
 nats de réussite éducative, qui
 lutter contre l'échec scolaire et le
 age, ont vu leurs financements
 e 70 % ! Les Réseaux d'aide spé-

Quand l'origine sociale d'un élève détermine son diplôme...

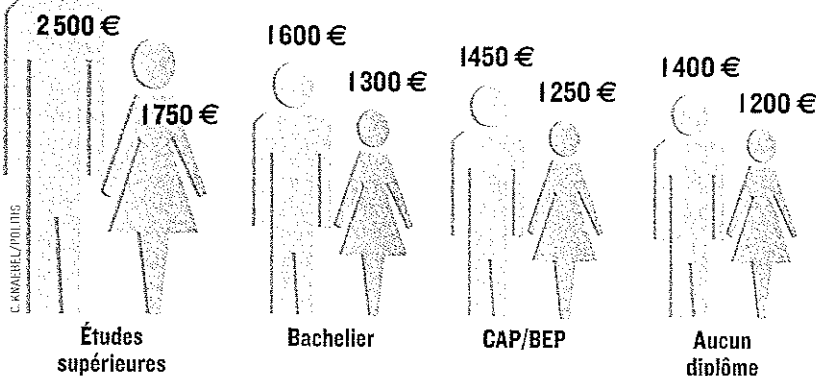
Fils et filles de :



Seulement 34 % des enfants d'ouvriers ont obtenu un bac général en 2008, contre 76 % des enfants de cadres.

(Source : ministère de l'Éducation nationale)

Et quand le diplôme et le sexe déterminent le salaire...



Salaire mensuel médian déclaré en 2007 après dix ans de vie active en fonction du diplôme, pour les femmes et les hommes. Exemple : la moitié des bachelières gagnent plus de 1 300 euros, et l'autre moitié moins, après dix ans dans la vie active.

(Source : enquête emploi 2007 de l'Insee)

cialisée aux élèves en difficulté (Rased) crient famine.

Individualisation oblige, l'élève qui risque de ne pas maîtriser le socle commun se voit proposer un programme d'aide personnalisée. Dispositif dans lequel il s'engage en signant un document avec sa famille. C'est donc lui qui devient responsable de sa réussite ou de son échec, et non plus l'institution. « On cherche la mixité des élites plutôt que la mixité sociale, on sauve une poignée de méritants en cantonnant les autres à leur

ghetto et au minimum du socle commun », déplore le Snes. L'accroissement des inégalités sociales se répercute forcément sur l'école. « Le meilleur moyen de les compenser, c'est l'encadrement, estime Roland Hubert. Mais les structures actuelles ont été pensées pour diminuer le nombre de postes. » 66 000 en moins depuis 2007... La question des moyens n'explique pas tout. « L'enquête Pisa met également en évidence le fait que l'école repose sur une culture de l'écrit qui n'est pas si... Suite page 18

Suite de la page 17 «... évidente pour tout le monde, ajoute Elisabeth Bautier. Pour citer Bourdieu, l'école vient sanctionner ce qu'elle n'enseigne pas : la recherche documentaire, le travail avec les autres, la mobilisation des connaissances, la transformation d'expériences en savoir... » Une analyse que partage Roland Hubert : « L'école a été pensée pour des élèves qui ont déjà les clés et les codes. Pour les autres, au lieu de travailler sur les raisons de leurs difficultés, on cherche à limiter leurs ambitions. » Paradoxe : ceux qui sont en échec « sont sommés de s'imaginer rapidement un avenir », quant aux autres, « ils ont tout le temps ».

L'idée que les élèves se font de l'école serait fonction de leur milieu. Un enfant de classe moyenne ou favorisée a intériorisé le message de réussite. À la différence des élèves issus de milieu populaire. L'école, ce n'est pas pour eux, pensent-ils.

« Autrefois, les inégalités scolaires portaient sur l'accès à la voie longue du secondaire. Aujourd'hui, elles existent au sein d'une même scolarité, face aux mêmes savoirs qui sont officiellement diffusés à tous dans la scolarité unique, du CP à la cinquième, explique Stéphane Bonnéry. Très tôt dans ce parcours, les écarts d'acquisition de savoirs préparent "l'orientation" future. La sélection est internalisée. Elle repose sur l'évaluation des performances scolaires, devenue l'un des mécanismes essentiels du tri social. » Enfin, avec le manque d'équipements et d'encadrement, le travail personnel à la maison s'alourdit et le recours aux cours particuliers s'est développé. « Les parents ne sont pas à égalité pour suivre et accompagner leurs enfants dans leurs études, estime le Snes. Le travail à la maison contribue ainsi à accroître les inégalités lorsqu'il met en jeu des savoirs et des savoir-faire qui n'ont pas été travaillés en classe. »

...I. M.

(1) Libération, 7 décembre 2010.

(2) Comprendre l'échec scolaire, La Dispute, 2007.

« Une indifférence aux élèves en difficulté »

Chercheuse en sciences de l'éducation, Nathalie Mons* explique comment l'enquête Pisa nourrit le débat sur les politiques éducatives et la remise en cause du collège unique.

POLITIS | Comment expliquer l'accueil réservé depuis mi-décembre aux résultats des tests Pisa ?

Nathalie Mons | De façon générale, cette enquête est instrumentalisée par les politiques et les syndicats, chacun l'utilisant pour appuyer son point de vue, en lui faisant parfois dire ce qu'elle ne peut pas vraiment montrer. Les évaluations internationales des élèves existent depuis la fin des années 1950 et elles ont deux visages : un outil scientifique pour mieux connaître et comprendre les élèves, mais aussi l'instrument d'une compétition internationale. La nouveauté, c'est que, utilisées par les décideurs pour évaluer le « capital humain », elles sont désormais les pièces majeures d'une nouvelle forme d'action publique, politique et médiatique : le *benchmarking* (voir encadré p. 19).

A-t-on construit une école pour l'élite ?

Nous ne retrouvons pas en France certaines politiques éducatives qui confortent la production des élites et qui expliquent par exemple que les pays anglo-saxons figurant dans Pisa disposent d'une élite scolaire nombreuse. Il s'agit par exemple, au primaire comme au collège, de la création de groupes de besoins orientés sur les élèves les plus avancés, et, de façon générale, de programmes qui s'adressent en priorité aux élèves « doués ». On retrouve aussi des formes d'individualisation de l'enseignement

au profit de l'élite dans des pays à filières comme l'Allemagne. Nous n'avons pas cela en France dans la scolarité obligatoire, ce qui ne veut pas dire qu'en toute illégalité certains collèges ne pratiquent pas des classes de niveau. Plutôt qu'une forte attention aux élites, la France est davantage marquée par une indifférence de fait au soutien des élèves en difficulté, qu'ils soient d'origine sociale défavorisée ou d'origine étrangère, les deux pouvant se cumuler. Des politiques comme l'assouplissement de la carte scolaire, qui ghettoïsent encore plus les établissements de l'éducation prioritaire, ou la faible place au soutien scolaire en sont des exemples.

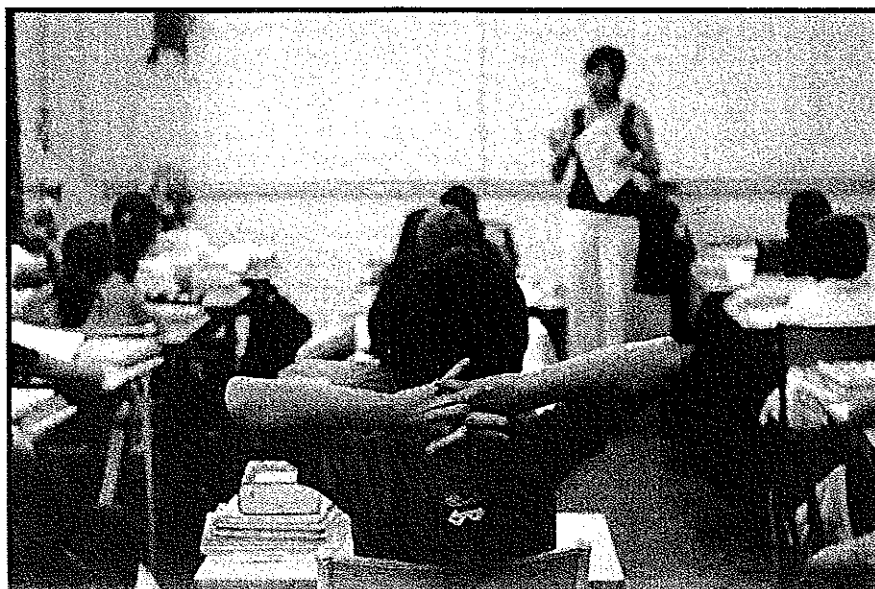
Quel poids ces études ont-elles sur les politiques éducatives ? Pisa 2010 signe-t-elle l'échec de la démocratisation ?

Pisa concerne les élèves de 15 ans, donc principalement le collège. Or, le collège est le seul niveau d'enseignement qui n'a pas été réformé pendant ce quinquennat, contrairement au primaire et au lycée. Quand on entend parler aujourd'hui d'une réforme du collège, c'est surtout pour remettre en cause l'école unique et faire apparaître un système de filières. Or, Pisa et d'autres recherches montrent que l'école unique – modernisée, avec un enseignement individualisé, une absence de redoublement, des classes hétérogènes – est plus efficace et moins inégalitaire que l'école à filières. Le collège unique est associé à de meilleures performances en termes à la fois d'efficacité (le niveau de performance général des élèves) et d'égalité scolaire. Découper le collège unique en filières risque d'aggraver les inégalités et de réduire les performances générales.

Pisa montre aussi la corrélation entre élites scolaires, importance des élèves en difficulté et score global. Dès lors que les systèmes éducatifs visent à élever le niveau d'acquisition de tous, ils parviennent aussi à un score national important, des élites nombreuses, et réduisent l'échec scolaire. Pour avoir une bonne élite, il faut élargir son vivier de recrutement en poussant vers le haut l'ensemble des élèves. C'est pourquoi le collège unique ne doit pas être abandonné mais rénové.

...Propos recueillis par Ingrid Merckx

* Spécialiste des questions d'évaluation, elle est maîtresse de conférences à l'université de Paris-Est et est l'auteur des *Nouvelles Politiques éducatives* (PUF, 2007).



L'école unique demeure plus efficace et moins inégalitaire que l'école à filières. C'est pourquoi le collège unique ne doit pas être abandonné mais rénové.

POUSSOLAI/APP

Le culte de la performance

Enquête Pisa de l'OCDE sur les performances des élèves pointe le spectre des inégalités. Elle sert aussi une politique néolibérale induite par la même organisation ainsi que par le gouvernement.

Le 7 décembre dernier, la machine gouvernementale s'est mise en branle puis emballée autour d'une enquête internationale sur l'école, au succès médiatique planétaire. Le ministre de l'Éducation, Luc Chatel, assure en permanence la présentation des résultats 2009 du programme international pour le suivi des acquis des élèves (Pisa), une évaluation mondiale pilotée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), chantre du néolibéralisme. L'indicateur international évalue les performances d'un échantillon d'élèves de 15 ans dans les domaines clés de la maîtrise de la lecture, des mathématiques et des sciences. Les jeunes y sont également évalués sur leur parcours, leurs habitudes d'apprentissage, leur motivation, leur statut scolaire, etc.

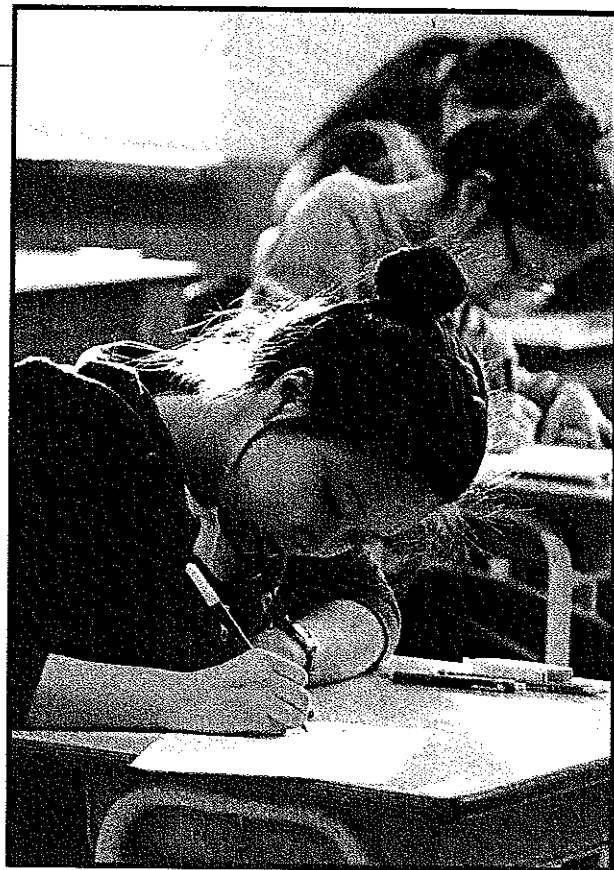
Le sort de ces évaluations un classement des systèmes éducatifs de 65 pays selon leurs performances, très prisé par les gouvernements. La France se classe à la 20^e place et se singularise par de fortes inégalités. « L'étude renouvelle ce constat accablant mis notamment en exergue par les travaux des sociologues Baudelot et Establet à partir du Pisa 2006 : l'école française reste profondément inégalitaire avec de gros écarts qui se creusent entre forts et faibles, entre filles et garçons, entre enfants de milieux populaires et enfants des

familles aisées », constate le SNUipp-FSU, syndicat majoritaire représentant les instituteurs et les professeurs des écoles. L'étude confirme aussi que les programmes fonctionnent pour l'élite et que les élèves issus de l'immigration ont deux fois plus de risques d'être en échec scolaire que les autres élèves.

« Pisa ne nous dit rien sur ce que nous devons faire pour nous améliorer. Car les deux pays qui arrivent en tête, la Finlande et la Corée du Sud, ont tous deux de très bons résultats mais sont opposés dans leurs principes, leurs modes de fonctionnement et leurs méthodes. Moins que jamais nous ne pouvons utiliser Pisa pour nous exonérer d'une réflexion sur notre propre système scolaire et éducatif », affirme le spécialiste de l'éducation Philippe Meirieu.

À l'opposé, Luc Chatel voit dans les résultats de Pisa un encouragement pour justifier la politique éducative et les choix budgétaires du gouvernement : « Nous sommes dans la moyenne des pays de l'OCDE et globalement stables par rapport aux dernières enquêtes », déclare le ministre, qui a pourtant quelques jours auparavant annoncé une nouvelle saignée dans les effectifs de l'école publique.

Pour la sociologue Nathalie Mons, « ces tests internationaux ont toujours présenté deux visages : un instrument scientifique qui vise à mieux comprendre les apprentissages des



élèves et un benchmark [indicateur de performance] de politique nationale et de compétition internationale (1) ». L'évaluation est ainsi censée susciter stimulation et compétition entre les acteurs et les écoles.

Loin de critiquer les « réformes » du ministre Luc Chatel, la très libérale OCDE s'appuie sur les résultats de l'enquête Pisa pour émettre des constats généraux, qui tendent à devenir des recommandations. L'organisation internationale écrit par exemple que « les meilleurs systèmes scolaires sont les plus équitables » – et non pas « les plus égalitaires ». Les systèmes les plus performants ont tendance à privilégier le salaire des enseignants (plutôt que de réduire le nombre d'élèves par classe) et les chefs d'établissement doivent être des « leaders ».

Pour le ministre de l'Éducation nationale, ces analyses guidées par une vision libérale de l'éducation n'ont rien de choquant. À ses yeux, la hausse de 4,5 points [par rapport à 2006] du pourcentage d'élèves en difficulté (19,7 %) justifie la politique engagée depuis 2007, qui s'appuie notamment sur « le recentrage sur les fondamentaux ». Alors que les élèves français arrivent en 27^e position pour ce qui concerne la culture scientifique, il a également annoncé la présentation d'un plan pour l'enseignement des sciences, mesure qu'il avait déjà promise pour décembre 2010...

On le voit, l'enquête Pisa de l'OCDE n'est pas qu'un outil statistique qui fait la une des grands médias. Au-delà de la lutte contre les inégalités dans le système éducatif, Pisa est un instrument de la concurrence entre les pays, et d'une action publique qui s'appuie sur le culte de la performance.

—Thierry Brun

New Public Management, aux sources de l'évaluation

inoculé le virus de l'évaluationnisme aux écoles publiques? Si la comparaison des élèves de différents pays d'avant-guerre, le « benchmarking » international est une pratique courante, prend une place croissante dans le pilotage des politiques publiques : voir comment Valérie Létourneau, ministre de l'Éducation nationale supérieure, a fait le fameux « classement mondial » des « meilleures » écoles mondiales pour faire passer la loi LRU... L'actualité, ce nouvel instrument des décideurs pour l'évaluation puise largement son

inspiration dans le New Public Management. Conçue par les milieux néolibéraux anglo-saxons dans les années 1970, cette doctrine importée en France sous le nom de « nouvelle gestion publique » (NGP) s'est donné un objectif : optimiser l'offre de service de l'État. Ou plutôt sa « performance ». Car la NGP a pour seul mètre étalon la logique du privé : tout y est mesurable, chiffrable, comparable – et donc mis en concurrence. Bienvenue aux méthodes managériales, « autonomie » et autres « relations clients »! Exit les spécificités de la sphère

publique : « [La NGP] accorde une importance majeure aux résultats (si possible financiers) quand le secteur public accorde une importance principale au processus (respect de la légalité, de la neutralité, de la continuité) », remarque François-Xavier Merrien, chercheur à l'université de Lausanne (1). Avec la loi de finances, la tarification à l'activité et la réforme de l'État, la révolution gestionnaire des services publics « à la française » ne fait que commencer.

—Pauline Graulle

(1) Revue *Lien social et politiques*, 1999.

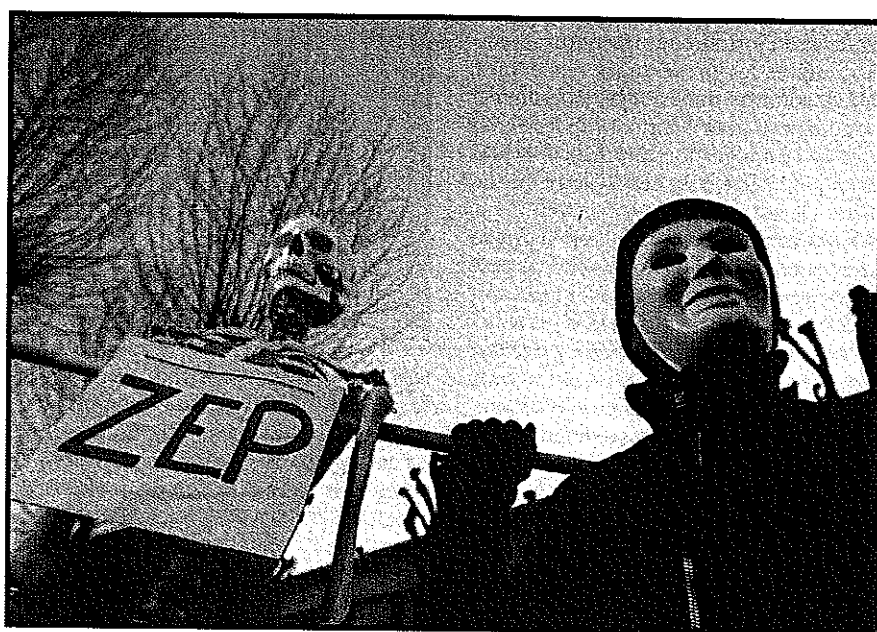
Avec la Finlande, la Corée du Sud arrive en tête des mesures de performance réalisées par l'enquête Pisa. Pourtant, les systèmes de ces deux pays reposent sur des principes opposés.

WON BAE YED/WAFP

(1) Dans une tribune publiée par *Libération* du 24 décembre 2010. Voir également notre entretien p. 18.

L'éducation prioritaire l'est de moins en moins

Si le gouvernement raffole des études de « performances », il néglige le bilan des ZEP et autres dispositifs. Sans doute pour masquer la réduction des moyens destinés aux plus défavorisés.



Des professeurs et des parents d'élèves manifestent le 31 janvier 2006 à Drancy contre l'enterrement des zones d'éducation prioritaire

SABEV/AFP

Nicolas Sarkozy a souhaité dès 2005 « déposer le bilan » des zones d'éducation prioritaire (ZEP). Cette déclaration du chef de l'État ne repose sur aucune évaluation qualitative digne de ce nom. Car sur l'essentiel, à savoir le projet pédagogique devant animer ces établissements, les indicateurs manquent. On compte environ 700 ZEP (chiffre de 2005) regroupant un million d'écoliers et un demi-million de collégiens. Elles sont censées disposer de davantage de moyens et compter moins d'élèves par classe. Cette politique de soutien scolaire aux populations défavorisées a-t-elle contribué à réduire un peu les inégalités ? Trente ans après leur création par Alain Savary en 1981, on ne le sait pas vraiment. Il n'empêche que le sort des ZEP est déjà scellé en haut lieu, où l'on préfère la gestion individualisée à la lutte contre les inégalités. « Et cela sans aucun fondement scientifique : il n'y a jamais eu d'évaluation sérieuse des zones d'éducation prioritaire (ZEP). Le but est seulement la diversification des élites », déplore le sociologue Benjamin Moignard (1).

Les ZEP ont été intégrées dans les « réseaux d'éducation prioritaire » en 1997, puis sont progressivement remplacées depuis 2006 par les réseaux ambition réussite (RAR) et les réseaux de réussite scolaire (RRS). Le ministère de l'Éducation aime faire valser les sigles, au risque d'en faire oublier leur

contenu et les implications concrètes sur le terrain. Il existe bien un rapport datant de 1997 (rapport Moisan-Simon) qui constitue une première tentative d'évaluation des effets de la politique d'éducation prioritaire. Mais, dans les grandes lignes, ses auteurs constatent que plus une ZEP est grande en nombre de collèges, plus les chances d'y « réussir » se dégradent. L'efficacité des ZEP dépend aussi du niveau de chômage ou de pauvreté que connaissent les parents. Le

« L'ambition réussite » toujours au programme

Le 6 janvier, le ministère de l'Éducation nationale a présenté un bilan des 254 réseaux « ambition réussite » (RAR)... qui était prêt depuis le mois de juin 2010. Pour les syndicats, le but de la manœuvre était de dévoiler le contenu de ce texte quelques jours avant une réunion des chefs d'établissement des 105 Clair (collèges et lycées pour l'ambition, l'innovation et la réussite). « Le rapport s'ingénie à dresser un bilan certes mitigé mais globalement positif des RAR, en minimisant les insuffisances de cette politique et en parant de vertu toutes les mesures dérogatoires », constate le Snes-FSU. Pour le syndicat des enseignants du second degré, le ministère s'appuie sur ce bilan pour généraliser les Clair, « sans aucun bilan de ce programme très contesté ».

rapport pointe également le manque de formation et de relais au niveau national pour piloter une ZEP.

Une autre étude, publiée par l'Insee en 2003, privilégiait quant à elle les indicateurs de réussite scolaire et ne mesurait pas le contexte social. Elle concluait que « la mise en place des ZEP n'a eu aucun effet significatif sur la réussite des élèves, mesurée par l'obtention d'un diplôme, l'accès en quatrième, en seconde, et l'obtention du baccalauréat ». Un rapport publié en 2005 porte sur les « fac-

teurs de performance » des établissements publics locaux d'enseignement (EPLE). Il montre cependant « que certains établissements situés dans un contexte très défavorisé obtiennent de bons ou de meilleurs résultats que ceux attendus », note le Syndicat national des enseignants du second degré (Snes).

Dernier bilan des politiques d'éducation prioritaire, celui de la Cour des comptes, publié en 2009, dresse un constat édifiant : « La France est un des pays où les destins scolaires sont le plus fortement corrélés aux origines sociales ». La Cour recommande de « donner aux équipes des moyens dans le cadre de contrats d'objectifs pluriannuels » et de « systématiser les affectations sur profil des responsables et des enseignants ».

Au contraire, les moyens n'ont jamais été à la hauteur des enjeux, déplore le Snes. « Les différents gouvernements depuis 2002 n'ont eu de cesse de dénigrer les résultats de l'éducation prioritaire pour imposer progressivement l'idée d'une aide ponctuelle sur des individus plutôt que d'une discrimination positive sur des territoires », accuse le syndicat d'enseignants, qui considère ces réformes comme des « laboratoires de la déréglementation sous couvert d'expérimentations tous azimuts » et dénonce le peu d'études sérieuses sur l'éducation prioritaire.

La carte des ZEP a été dynamitée sans qu'on sache vraiment pourquoi. Luc Chatel, ministre de l'Éducation nationale, a lancé en 2010 son programme Clair, pour « collèges et lycées pour l'ambition, l'innovation et la réussite ». Présenté comme une expérimentation dans quinze établissements « concentrant le plus de difficultés en matière de climat scolaire et de violence », ce programme devrait être étendu à la rentrée 2011. Sera-t-il un jour évalué de manière objective ? On peut en douter.

...T. B.

(1) Le Monde du 4 janvier 2010.

Problèmes et solutions

Nombre d'organismes ont planché sur les écueils auxquels se heurte aujourd'hui l'école. Socle commun, lutte contre l'échec, rythmes scolaires... Voici leurs propositions.

« **D**ix transformations possibles » : c'est ce qu'avance le collectif « École changer de cap » dans une lettre ouverte. Et on trouve près de vingt propositions dans le rapport le *Point sur le collège*, réalisé par le Snes. « Imaginons le collège de demain », suggérait quant à lui le syndicat SE-Unsa lors d'un colloque organisé le 13 janvier. Les *Cahiers pédagogiques* ont développé un argumentaire sur dix propositions. L'OCDE a même édicté « 10 commandements », en tête desquels elle rappelle qu'il faut « croire dans l'éducabilité de tous les élèves » et qu'elle est « pour l'école unique et le collège unique ». On le voit, les propositions ne manquent pas, et bon nombre d'idées se rejoignent.

■ **Quels programmes scolaires ?** Le débat se cristallise sur le « socle commun de connaissances et de compétences », qui présente « ce que tout élève doit savoir et maîtriser à la fin de la scolarité obligatoire », d'après le ministère. Ses détracteurs redoutent qu'il ne serve à distinguer ceux qui feront partie des 50 % de diplômés du supérieur et ceux qui devront se contenter du minimum et arrêter l'école au collège. L'intégration de la

culture (cinéma, littérature...) dans le socle commun divise ses défenseurs, relève Jean-Michel Zakhartchouk, rédacteur en chef des *Cahiers pédagogiques*. « L'actuel socle commun est un fourre-tout très idéologique. Il faut avoir le courage de définir des priorités : a-t-on plus besoin de maîtriser le vocabulaire du Moyen Âge ou de savoir s'exprimer devant un groupe ? » L'allègement des programmes figure également parmi les propositions, avec des contenus spécifiques pour les enfants du voyage, les primo-arrivants ou les décrocheurs.

■ **Quelles aides aux élèves ?** Soutenir les élèves en difficulté ; renforcer les dispositifs d'aide intégrés dans le temps scolaire et les partenariats avec le secteur associatif ; développer des alternatives aux redoublements, qui sont à proscrire selon l'OCDE. Bref, tout le contraire de ce que fait le gouvernement actuel en étouffant les réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (Rased). Il s'agit également de revaloriser les bourses sur critères sociaux et d'élargir leur nombre.

■ **Repenser la formation des enseignants :** Le manque de formation – initiale ou continue – des enseignants stagiaires, conséquence de la réforme de la mastérisation, est le point noir de l'année. Le Snuipp, syndicat du premier degré, a lancé une enquête auprès de ses jeunes collègues sur leurs conditions de

travail, et propose des formations pour compenser. Une urgence : les enseignants stagiaires sont de plus en plus nombreux à démissionner. Favoriser le travail en équipe et sortir certains enseignants de leur solitude fait partie des chantiers à mener.

■ **Repenser l'évaluation :** Certains profs refusent de renseigner l'attestation de maîtrise du socle commun et certaines évaluations. Ce qui pose le débat : comment confère un statut positif à l'erreur, favoriser l'auto-jugement, libérer de la hantise des notes et du classement ?

■ **Préserver la maternelle :** Remise en cause par les réformes de Xavier Darcos, la scolarisation des tout-petits fait l'objet d'un combat. « L'enseignement pré-élémentaire a un impact positif sur le niveau des élèves » rappelle l'OCDE.

■ **Supprimer la semaine de quatre jours :** La mission d'information parlementaire qui planchait sur les rythmes scolaires préconise d'« alléger la journée de l'enfant » et de respecter l'alternance 7 semaines d'école-2 semaines de vacances en réduisant les congés d'été.

■ **Renforcer la mixité :** Relancer l'éducation prioritaire, stabiliser les équipes et ZEP, maintenir la carte scolaire. « Un des points intéressants de la réussite de Shanghai, selon Marc Charbonnier, de l'OCDE, est que les meilleurs chefs d'établissement et enseignants sont souvent affectés dans les écoles les plus difficiles. »

■ **Améliorer les statuts :** Enseignants, surveillants, Rased... Pour l'OCDE, « il vaut mieux mettre l'argent dans une augmentation de salaire des enseignants que dans la diminution du nombre d'élèves par classe ».

-I. M

Manifestation en janvier 2009 contre les suppressions de postes. 66 000 emplois d'enseignants ont disparu depuis 2007.

MULLER/AFP



Comment fait-on dans les autres pays ?

L'école finlandaise serait en avance de quarante ans sur les questions qui agitent les établissements français. Sa ligne directrice, à en croire un article du *Monde de l'éducation* (15 décembre) : « No stress ! » « On insiste sur les forces de l'enfant, pas sur ses faiblesses [...]. On met l'accent sur la découverte des mécanismes. On apprend surtout aux élèves à chercher les réponses [...], et c'est sur cette démarche d'investigation qu'ils sont notés. » 19,7% des élèves en difficulté recevaient une aide personnelle en 2003 contre une

moyenne de 6% dans les autres pays de l'OCDE. La profession d'enseignant y serait très populaire. En outre, les enseignements ne seraient ni évalués ni inspectés, l'État leur ferait confiance...

L'Allemagne a augmenté ses performances Pisa en injectant des moyens dans l'Éducation et en apportant de l'aide aux élèves en difficulté.

Le Portugal a lancé en 2000 un vaste programme incluant un débat national, un travail sur les disparités sociales avec des aides et du soutien, un plan d'action en mathématiques puis

en lecture, une révision de la formation des enseignants et une diminution des redoublements. « Plutôt que de sanctionner les élèves les plus lents, le pays propose de mieux les prendre en charge », explique Sandrine Morel, correspondante du *Monde* (15 décembre). Les politiques éducatives du ministère sont évaluées par des centres de recherches nationaux et internationaux. Dans le classement Pisa, le Portugal est le 6^e pays dont le système éducatif compense le mieux les inégalités.